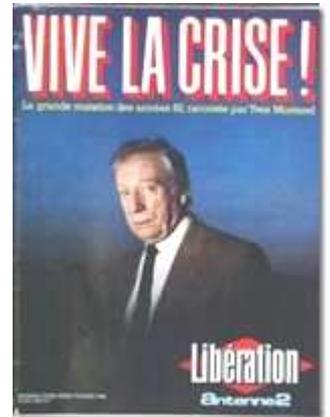


# De l'irréversibilité de la crise

Par **Malakine** – (<http://horizons.typepad.fr/accueil/>)

Alors que les gouvernements tentent de rassurer les opinions en annonçant la sortie de crise pour la fin de l'année, Patrick Artus vient de doucher ces accès d'optimisme par quatre notes successives qui prédisent au contraire une crise durable à caractère irréversible. Pour cet économiste inclassable, les causes de la crise sont toujours là et continueront à produire leurs effets au cours des prochaines années. C'est le système qui est en cause et malheureusement celui-ci n'est pas réformable. Il va falloir dire adieu à la croissance !



Rappelons en préambule qui est Patrick Artus : Directeur de la recherche chez Natixis et auteur de nombreux essais aussi pertinents et pédagogiques, il porte un regard particulièrement lucide sur la mondialisation. Il formule notamment un diagnostic de la crise en tout point identique à celui des économistes hétérodoxes (Lordon, Sapir, Gréau...) sans pour autant les rejoindre dans leurs conclusions. Artus est en particulier un opposant déterminé au protectionnisme.

Dans une première note du 24 avril (1), il décrit la crise comme l'épuisement d'un modèle caractérisé par les éléments suivants :

- Capitalisme de type « anglo-saxon », avec gestion des entreprises au profit des seuls actionnaires : recherche de la rentabilité à court terme, déformation du partage des revenus, excès d'endettement, sous-investissement, délocalisations, désindustrialisation, créations d'emplois dans des secteurs à faibles productivité (services à la personne...)
- Faiblesse des salaires (à l'exception de ceux d'une minorité) compensée par le crédit, c'est-à-dire « économie d'endettement » où la demande est stimulée par le crédit,
- Forte croissance des postes de la demande liés au crédit (investissement logement, biens durables, dont automobile), de l'emploi dans les secteurs correspondants (construction, automobile, biens d'équipement, services financiers)
- Forte croissance de la consommation des matières premières (avec le boom de la construction, des transports).

La sortie de crise nécessite alors une rupture avec ce modèle, afin notamment d'asseoir la croissance sur la hausse des revenus et la création d'emplois qualifiés et productifs. Cependant, Artus se montre extrêmement pessimiste sur la possibilité d'un changement de modèle. Pour lui, rien ne pourra remettre en cause le capitalisme actionnarial tant que les investisseurs seront en concurrence pour continuer à exiger des entreprises des rendements toujours plus importants. De même, les délocalisations des emplois productifs dans les pays à bas coûts lui semblent irréversibles. La création d'emplois à productivité élevée devra donc attendre une nouvelle révolution technologique(2). Enfin, la recherche d'une économie plus sobre en matière première se heurte à l'inertie des structures de consommation, notamment l'urbanisme et l'habitat.

Dans une seconde note du 30 avril, il enfonce le clou en évoquant un scénario noir, qu'il juge tout à fait probable, où la reprise économique serait tout simplement inexistante. Pour cela, il suffirait que soient réunies les conditions suivantes :

- Poursuite de la remontée du taux d'épargne des ménages (désendettement,

- Dégradation de la situation financière des entreprises avec effets sur l'emploi et l'investissement,
- Coût restant élevé du crédit (ce qui sera le cas si les gouvernements ne parviennent pas à réduire les coûts de financement des banques)
- Remontée des prix des matières premières (qui ne touche pour l'instant que les métaux).

Aujourd'hui, 5 mai, il va plus loin encore en mettant en cause les politiques budgétaires expansionnistes des Etats, qu'il juge irresponsables et dangereuses. Irrresponsables car elles consistent à réagir à un excès d'endettement privé par un excès d'endettement public. Dangereuse car la croissance ne sera pas au rendez vous au cours de la prochaine décennie. Pour Artus, une fois que la croissance ne sera plus dopée par l'endettement (public ou privé), elle retrouvera sa valeur normale. En fonction des gains potentiels de productivité et de l'évolution de la population active, il chiffre celle-ci à 2.25 % aux Etats-Unis, 1.75 % au royaume uni, 1.25% en France et en Allemagne à 0.5 % en Espagne et 0% en Italie !

La croissance à partir de 2011 ne permettra donc pas de réduire les déficits qui auront été creusé sous couvert de relance et qui finalement n'auront fait que repousser le problème de quelques années. Le soutien artificiel de la demande pendant les années 2009-2010 sera effacé dès 2011-2012 lorsqu'il faudra augmenter sérieusement la pression fiscale pour contenir l'endettement public.

Une autre note du même jour est encore plus pessimiste, puisqu'elle intègre un nouveau facteur récessif : l'absence d'anticipation par les entreprises d'une réelle reprise dans les pays développés. Ce pessimisme (justifié) conduira à une stagnation des investissements et de nouvelles compressions d'effectifs (donc une nouvelle baisse de la demande). Pire que cela, le marasme persistant des pays développés conduira les entreprises à engager un nouveau train de délocalisation afin de bénéficier des coûts de production plus faibles des pays émergents. Les entreprises multinationales se détourneront définitivement de ces zones où les débouchés sont si peu dynamiques (ce qui pèsera sur la croissance et la demande globale).

Patrick Artus conclue rarement ses notes, comme d'ailleurs ses bouquins, par des préconisations. On retrouve d'ailleurs souvent avec lui dans une situation d'impasse intellectuelle : La mondialisation nous conduit dans le mur, mais tout autre système (en clair le protectionnisme) serait encore pire ! On aurait cependant tort d'ironiser sur cette impasse et de sous estimer le caractère irréformable de la mondialisation.

Ce système a ceci de particulier qu'il est fondamentalement non réglable. Les forces qui le dominant n'ont face à elles aucune force contraire capable de les tempérer. Elles se nourrissent d'elles-mêmes dans une spirale infernale et sans fin. La concurrence généralisée tire tout vers le bas (salaires, charges, impôts, normes) sans qu'aucun mécanisme de marché ne puisse favoriser une harmonisation par le haut. Les exigences de profitabilité de la finance ne font que s'accroître sous l'effet de la concurrence des investisseurs, sans que ni les managers (qui ont partie liée par leur rémunération) ni les salariés ne puissent s'y opposer d'aucune manière. Les spécialisations et les avantages comparatifs tendent à se renforcer jusqu'à l'extermination des concurrents. Les matières premières se consomment jusqu'à l'épuisement terminal...

Pour sortir de ce modèle, il est nécessaire qu'un pouvoir politique reprenne la main sur l'économie et corrige ou tempère ces forces du marché qui ont produit la crise et continueront à l'amplifier. Or, ce pouvoir politique n'existe plus ! La mondialisation s'est développée sur son effacement méthodique. On pourrait même dire que la mondialisation a d'abord été caractérisée par le transfert volontaire et conscient des Etats de leur pouvoir de régulation sur l'économie aux forces du marché (3)

Les derniers G20 ont clairement démontré que la réforme de la mondialisation ne pourra pas se faire grâce à une illusoire une gouvernance mondiale. Chaque grande puissance tient à conserver ses avantages comparatifs ou plutôt de ses rentes de situation, ce qui empêche tout consensus sur des réformes d'ampleur. Les Etats-Unis tiennent à conserver leur centralité monétaire qui leur permet de s'endetter sans contrainte. Le Royaume uni ne peut accepter que soit bridé le pouvoir actionnarial compte tenu du poids que représente la finance dans son économie. L'Allemagne et le Japon ne peuvent pas renoncer au libre échange compte tenu du caractère extraverti de leur économie et du déclin tendanciel de leur demande intérieure (sans parler de leur caractère culturel) La Chine et tous les pays émergents ne peuvent renoncer à l'avantage que représente leur main d'œuvre à bas coût et au moteur que représente les investissements productifs étrangers liés aux délocalisations...

A l'inertie des intérêts nationaux de court terme s'ajoute l'intérêt des classes dirigeantes, des oligarchies financières et des régions capitales, qui ont partout tiré le plus grand profit de la mondialisation, même si globalement leur pays pouvait en souffrir (ce qui est le cas de la France) Cela explique pourquoi les gouvernements, y compris ceux des pays perdants, s'attachent à rescussiter ce système en faillite.

La conjonction des intérêts nationaux et des intérêts de classe portées par les gouvernements des grandes puissances fait de la gouvernance mondiale de la mondialisation, un mythe. Le G20 ou demain une ONU économique ne pourra jamais que célébrer la mondialisation, jamais la réguler, encore moins la réformer. Tout juste pourra t-il s'accorder pour en déplorer les effets. Reste l'Europe et l'espoir d'une prise de conscience collective qui verrait l'Europe s'abstraire des règles de la mondialisation pour redéfinir en son sein un système plus vertueux et plus stable. C'est l'hypothèse du « protectionnisme européen » auquel j'ai longtemps adhéré sous l'influence d'Emmanuel Todd qui en a été l'inlassable propagandiste au cours de la dernière décennie. Aujourd'hui, cette perspective m'apparaît aussi utopique que l'hypothèse d'une gouvernance mondiale.

Je développerais ce point dans mon prochain billet dans une critique du protectionnisme à l'échelle communautaire, qui est souvent présenté par mes camarades, et encore récemment Hakim El Karoui dans une série de billets publiés sur Marianne<sup>2</sup>, comme la seule forme de protectionnisme sérieusement envisageable.

## Malakine

*(1) Je ne remerciais jamais assez Pascale Fourrier de m'avoir vivement incité à suivre avec attention et régulièrement les notes-Flash de Patrick Artus. C'est effectivement une mine ! Malheureusement ces notes disparaissent vite. Celle que je cite n'est déjà plus sur le site.*

*(2) A supposer que ces emplois productifs liés se localisent bien cette fois dans les pays développés.*

*(3) Jean Luc Gréau explique cette séquence historique qui s'est déroulée dans les années 70 par l'épuisement du modèle keynésien. Les entreprises de l'époque étaient devenues moins efficaces et trop bureaucratisée. Les Etats ont donc voulu les réveiller en les mettant sous la pression de la bourse et des exigences des actionnaires.*

*(4) Pour les plus jeunes, je signale que la photo d'illustration est liée à une célèbre émission du milieu des années 80 présentée par Yves Montant et qui avait pour objet d'expliquer au bon peuple de France le bien fondé du virage de la rigueur, ce qui a entraîné progressivement la conversion de la France au système néolibéral, à force de libéralisation et de construction européenne.*